

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU	4
1.4 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	5
2.4 LOIS APPLICABLES	6
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	11
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	12
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	12
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
A. OFFRE À COMMANDES	16
6.1 OFFRE	16
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	16
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	16
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	17
6.5 RESPONSABLES	17
6.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	18
6.7 INSTRUMENT DE COMMANDE	18
6.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	19
6.9 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	19
6.10 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	19
6.11 LOIS APPLICABLES	19
6.12 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE)	19
6.13 SACC <i>MANUAL</i> CLAUSES	20
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	21
6.1 BESOIN	21
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	21
6.3 DURÉE DU CONTRAT	21
6.4 PAIEMENT	22
6.5 INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	22
6.6 ASSURANCES	23

6.7	INSPECTION ET ACCEPTATION	23
6.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	23
6.9	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	23
ANNEXE « A »		24
<i>BESOIN</i>		24
ANNEXE « B »		1
BASE DE PAIEMENT		1
ANNEXE « C »		3
FORMULAIRE DE RAPPORT		3
ANNEXE « D »		4
LISTE DE VERIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES A LA SECURITE		4
ANNEXE « E » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		5
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....		5

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, le formulaire de rapport et les instruments de paiement électronique.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Le Détachement des opérations immobilières Borden a besoin de fournir des services de concassage d'asphalte et de béton, selon les besoins. L'offrant doit fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement, des matériaux (carburant, pièces de rechange, etc.), des outils et du transport nécessaires pour exécuter les travaux. L'ensemble de l'asphalte et du béton pour le concassage sera fourni par le MDN.

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2025 inclusivement. Il y a également la possibilité de deux (2) options additionnelles d'un an pour prolonger la période de l'offre à commandes. Le besoin est limité aux produits canadiens.

Cette exigence s'applique uniquement aux services canadiens.

- 1.2.2 La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le communiqué de presse du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent acheminer leur soumission à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de TPSGC, région de l'Ontario

Seules les offres soumises par le Service de connexion postal seront acceptées. L'offrant doit envoyer un courriel de demande d'ouverture d'une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

TPSGC.oreceptiondessoumissions-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : aucune offre transmise directement à cette adresse de courriel ne sera acceptée. Cette adresse courriel sera utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, comme l'indique les Instructions uniformisées 2003, ou pour envoyer des soumissions par message Connexion postal si le soumissionnaire utilise son propre contrat de licence du service Connexion postal.

Il incombe à l'offrant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

Aucune offre transmise à TPSGC par télécopieur ou en format papier ne sera acceptée.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario (Canada) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - ⌚ Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - ⌚ Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- ⌚ Si l'offrant choisit d'envoyer son offre par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

- ⌚ Si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (1 copies papier)

Section II : Offre financière (1 exemplaires papier)

Section III : Attestations (1 exemplaires papier)

- ⌚ Si l'offrant fournit simultanément plusieurs copies de son offre à l'aide de méthodes de livraison acceptables, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postel aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a adopté une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la Politique d'achats écologiques (<https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32573>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt qu'en couleur, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ou reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique**4.1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Les soumissionnaires doivent fournir les documents qui montrent que la proposition respecte toutes les spécifications techniques décrites ci-dessous. Dans les cas où la documentation ne démontre pas la conformité, un exposé écrit des faits démontrant la conformité sera accepté.

Article	Exigence obligatoire	N° de page (indiquer le numéro de page dans votre proposition où figurent ces renseignements)
<u>O1</u>	L'offrant doit avoir un minimum de cinq ans d'expérience de la prestation de services de concassage de béton et d'asphalte à partir de la date de clôture des offres. Pour prouver cette expérience, le soumissionnaire doit fournir un résumé détaillé sur l'historique et le contexte de son entreprise avec sa soumission à la date de clôture de l'invitation à soumissionner.	
<u>O2</u>	<p>L'offrant doit fournir des renseignements sur trois (3) contrats distincts exécutés qui étaient semblables* dans leur portée et leur envergure, liés à des services de concassage de béton et d'asphalte avec son offre au moment de la clôture de la demande de soumissions. Ces modalités devraient comprendre au moins les éléments suivants :</p> <p>a) la durée du contrat; b) une courte description des travaux; c) le volume estimé des matériaux broyés; d) la valeur estimée et le nom du client.</p> <p>* Semblable – aux fins de cette évaluation, est défini comme le moyen pour le degré de comparabilité à l'exigence de cette sollicitation en matière de portée, d'ampleur, d'environnement opérationnel et de secteur d'activité. Aux fins de la présente évaluation, les contrats d'un (1) an seront considérés comme « semblables ».</p> <p>Si plus de trois exemples distincts de contrats exécutés sont fournis, seuls les trois premiers mentionnés seront pris en compte.</p>	
<u>O3</u>	Le soumissionnaire doit fournir la preuve qu'au moins deux (2) des membres du personnel proposés, qui effectueront la majorité du travail, possèdent chacun un minimum de trois ans (au cours des cinq dernières années) d'expérience combinée de l'entretien et du fonctionnement d'équipement de	

	<p>concassage du béton et de l'asphalte, et ce, à partir de la date de clôture des soumissions.</p> <p>Si plus de deux (2) personnes sont fournies, seules les deux premières mentionnées seront prises en compte pour l'évaluation.</p>	
<u>O4</u>	<p>L'offrant doit fournir une copie valide et actuelle d'une qualification reconnue par le gouvernement pour les premiers secours, détenue par l'entreprise au moment de la clôture des offres. Pour le démontrer, l'offrant doit fournir chacune des certifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Ministère des Transports, certificats d'opérateur, ou l'équivalent. (b) Premiers soins, et Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), ou l'équivalent. <p>*L'équivalent est défini comme le fait d'être titulaire du certificat de plombier 306A de l'Ontario OU d'un certificat national « Sceau rouge ».</p> <p>Les offrants doivent démontrer qu'ils possèdent chacune des certifications énumérées. Si une copie des documents de certification n'est pas fournie avec la soumission, elle devra l'être dans un délai de deux jours après que l'autorité contractante en aura fait la demande.</p>	
<u>O5</u>	<p>L'offrant doit fournir une copie valide et actuelle pour chacun des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) Ministère mobile de la conservation de l'environnement Certificat Parcs (MECP) (b) Autorisation de conformité environnementale (ECA) 	

4.1.2 Évaluation financière**4.1.2 Évaluation financière****4.1.2.1 Critères financiers obligatoires**

- (a) Le prix doit être indiqué pour tous les articles indiqués à l'Annexe B, Base de paiement.
- (b) Les offres doivent être présentées conformément à l'annexe B, Base de paiement.
- (c) Les offres ne peuvent s'assortir d'aucune condition ou restriction.
- (d) Les prix doivent être fermes en devise canadienne, excluant les taxes applicables, et ne doivent pas être indexés ou liés à un facteur d'indexation.

4.1.2.1 Évaluation du prix

Les prix calculés de tous les articles dont la liste figure à l'Annexe B, Base d'établissement des prix, seront calculés en multipliant les chiffres d'utilisation estimée par le prix offert par les offrants en vue de calculer le prix total pour chaque article.

Les prix calculés seront additionnés pour calculer le prix évalué de l'offrant.

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables en sus, rendu droits acquittés, incluant les droits de douane canadiens et les taxes d'accises canadiennes.

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 – Offres à commandes

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les offrants doivent fournir avec leur offre l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette DOC afin que leur offre puisse être considérée au sein de ce processus d'approvisionnement. Cette attestation est incorporée et forme partie intégrante de tout contrat qui pourrait en découler.

Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

Je, _____ (*prénom et nom de famille*), en tant que représentant de _____ (*nom de l'entreprise*) dans le cadre de l'appel d'offres numéro _____ (*insérer le numéro de l'appel d'offres*), garantis et atteste que tout le personnel que _____ (*nom de l'entreprise*) fournira dans le cadre des commandes subséquentes passées en vertu de l'offre à commandes découlant de la présente demande d'offres à commandes et qui entre dans les lieux de travail du gouvernement fédéral, au Canada, où il peut être en contact avec les fonctionnaires sera :

- a. entièrement vacciné contre la COVID-19;
- b. à moins de ne pouvoir être vacciné en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci; ou
- c. partiellement vacciné contre la COVID-19 pour une période maximale de 10 semaines à partir de la date où ils ont reçu leur première dose et à condition que des mesures temporaires aient été

présentées au gouvernement du Canada et approuvées par le gouvernement du Canada, période après laquelle le personnel des fournisseurs doit satisfaire aux exigences (a) ou (b) ou alors ils n'auront plus accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires aux termes de ce contrat.

jusqu'à ce que le Canada indique que l'exigence de vaccination de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs n'est plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel qui participeront à cette visite en tant que représentants de _____ (*nom de l'entreprise*) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs du gouvernement du Canada, et que _____ (*nom de l'entreprise*) a attesté leur conformité à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée de l'offre à commandes et de toute commande subséquente. Je comprends que les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends par ailleurs que le Canada déclarera que l'offrant n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de l'offre à commandes ou des commandes subséquentes, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut constituer un manquement en vertu de l'offre à commandes ou des commandes subséquentes.

Signature : _____

Date : _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous **ne remplace pas** l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Additional Certifications Required with the Offer

5.2.3.1 Attestation du contenu canadien

Clause du Guide des CCUA A3050T (2020/07/01) Définition du contenu canadien

Attestation du contenu canadien

1. L'offrant déclare que l'attestation relative au contenu canadien qui a été fournie par l'offrant est exacte et complète et que les biens, les services ou les deux devant être fournis conformément à toute commande subséquente à l'offre à commandes sont conformes à la définition contenue dans la clause A3050T.
2. L'offrant doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'origine des biens, services ou les deux fournis au Canada. Sauf avec autorisation préalable écrite du responsable de l'offre à commandes, l'offrant ne peut disposer des dossiers ou des documents pour une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes, ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige en vertu de l'offre à commandes. Au cours de cette période de rétention, tous les dossiers et documents devront être en tout temps accessibles pour des vérifications, inspections et examens par les représentants du Canada, qui pourront en tirer des copies ou des extraits. L'offrant doit fournir toutes les installations nécessaires à ces vérifications, inspections et

examens ainsi que tous les renseignements sur les dossiers et documents exigés par les représentants du Canada de temps à autre.

3. Cette clause ne peut être interprétée de façon à limiter les droits et les recours que le Canada peut par ailleurs avoir en vertu de tout contrat résultant de l'offre à commandes.

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrants reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le service offert est un service canadien, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le service offert sera traité comme un service non-canadien.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2005 (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée Formulaire de Rapport. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- 🕒 premier trimestre : du 1 avril au 30 juin
- 🕒 deuxième trimestre : du 1 juillet au 30 septembre
- 🕒 troisième trimestre : du 1 octobre au 31 décembre
- 🕒 quatrième trimestre : du 1 janvier au 31 mars

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

La période de l'offre à commandes (OCIR) s'étend du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2025 avec l'option de prolonger l'offre à commandes pour deux (2) périodes additionnelles d'un (1) an.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'une durée d'un an chacune, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés au moyen de la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera informé de la décision du responsable de l'offre à commandes d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période de prolongation en tout temps avant la date d'expiration de l'offre à commandes. Une révision de l'offre à commandes sera publiée par le responsable de l'offre à commandes.

6.4.4 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison identifiés à l'Annexe « A » de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Aaron Abela

Titre : Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Région de l'Ontario

Adresse : 10^e étage, 4900, rue Yonge

Toronto (Ontario), Canada, M2N 6A6

Téléphone : 416-262-6212

Adresse de courriel : aaron.abela@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant (à remplir par le soumissionnaire)

Nom : _____
 Titre : _____
 Téléphone : _____
 Courriel : _____

6.6 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : ministère de la Défense nationale (MDN), Unité régionale de soutien aux cadets (centre), BFC Borden.

6.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y figurent.

2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :

- ⌚ PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
- ⌚ PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
- ⌚ PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
- ⌚ PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :

- ⌚ le numéro de l'offre à commandes;
- ⌚ l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
- ⌚ la description et le prix unitaire de chaque article;
- ⌚ la valeur totale de la commande subséquente;
- ⌚ le point de livraison;
- ⌚ la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

- 🕒 la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

6.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 80,000 \$ (taxes applicables incluses).

6.9 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2035 (2021-12-02); Conditions générales - services (complexité supérieure);
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- f) l'offre de l'offrant en date du _____.

6.10 Attestations et renseignements supplémentaires

6.10.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.11 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.12 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

6.13 SACC Manual Clauses

Attestation de conformité à l'exigence de vaccination contre la COVID-19 – Offres à commandes

Le gouvernement du Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable, ou de réserver une offre à commandes, si l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 est ou devient fausse, ou si l'offrant ne respecte pas une telle attestation pendant la durée de tout contrat qui en découlerait (commande subséquente).

Le gouvernement du Canada aura également le droit de résilier toute commande subséquente qui en découlerait pour manquement si l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 est ou devient fausse ou si l'entrepreneur ne respecte pas une telle attestation pendant la durée du contrat (commande subséquente).

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2035 (2021-12-02), Conditions générales - biens (complexité supérieure) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.2.1.1 Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place 4013

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

6.2.1.2 Suspension des travaux 4014

1. L'autorité contractante peut, à tout moment, par avis écrit, ordonner à l'entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les travaux ou une partie des travaux du contrat pour une période allant jusqu'à 180 jours. L'entrepreneur doit immédiatement se conformer à un tel ordre de manière à minimiser les frais liés à la suspension. Durant la période pendant laquelle cet ordre est en vigueur, l'entrepreneur ne doit pas retirer aucune partie des travaux des lieux des travaux avant d'en avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la part de l'autorité contractante. Durant la période de 180 jours, l'autorité contractante doit soit annuler l'ordre ou résilier le contrat, en tout ou en partie, selon la(les) section(s) 29 Manquement de la part de l'entrepreneur ou 30 Résiliation pour raisons de commodité dans les conditions générales 2035.

2. Lorsqu'un ordre est donné selon le paragraphe 1, à moins que l'autorité contractante résilie le contrat pour raisons de manquement de la part de l'entrepreneur ou que l'entrepreneur abandonne le contrat, l'entrepreneur aura droit au paiement de frais additionnels qui auront été engagés suite à la suspension en plus d'un profit équitable et raisonnable.

3. Lorsqu'un ordre donné selon le paragraphe 1 est annulé, l'entrepreneur doit reprendre les travaux selon les conditions du contrat dès que pratiquement faisable. Si la suspension a affecté la capacité de l'entrepreneur à respecter la date de délivrance selon les conditions du contrat, la date pour l'exécution des travaux qui ont été affectés par la suspension sera prolongée pour une période équivalente à la période de suspension en plus d'une période, le cas échéant, qui, de l'avis de l'autorité contractante, et après consultation avec l'entrepreneur, est nécessaire pour que l'entrepreneur puisse reprendre les travaux. Tout ajustement équitable sera effectué au besoin à toute condition du contrat qui aura ainsi été affectée.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Période du contrat

La période du contrat est de la date du contrat plus deux (2) mois inclusivement.

6.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.4 Paiement

6.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe « B », Base de paiement, Appendice 1. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

6.4.3 Paiements multiples

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiements uniques

6.4.4 Paiement électronique de factures – commande subséquente

[Remarque à l'intention des offrants : Le Canada insérera ou supprimera le texte, conformément à l'offre (annexe D), au moment de l'attribution]

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

6.5 Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit soumettre des factures conformément à la section appelée « Soumission de factures » des conditions générales. Aucune facture ne doit être soumise avant que l'ensemble des travaux identifiés dans la facture soient terminés.

Les factures doivent être soumises selon le formulaire de facturation de l'offrant et doivent au moins inclure :

- (a) le numéro de la commande;
- (b) le montant facturé (sans la TVH);
- (c) le montant de la TVH;
- (d) la date;
- (e) le nom du chargé de projet;
- (f) la destination de la livraison;

-
- (g) la quantité et les descriptions (n° de l'article);
 - (h) le numéro de l'Offre à commandes comme indiqué à la page 1 de cette Offre à commandes.

La version originale et une (1) copie doivent être transférées à l'adresse indiquée à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.6 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

6.7 Inspection et acceptation

Le chargé de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

6.8 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

6.9 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

ANNEXE « A »**BESOIN****Titre : Concassage d'asphalte et de béton****1. Besoin**

Le Détachement des opérations immobilières Borden a besoin de fournir des services de concassage d'asphalte et de béton, selon les besoins. L'offrant doit fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement, des matériaux (carburant, pièces de rechange, etc.), des outils et du transport nécessaires pour exécuter les travaux.

L'ensemble de l'asphalte et du béton pour le concassage sera fourni par le MDN.

L'offrant doit fournir chacune des exigences suivantes :

- (1) Placer le concasseur de béton/d'asphalte à un endroit désigné par le chargé de projet (CP);
- (2) Placer le convoyeur pour l'accumulation des matériaux par le CP;
- (3) Commencer le broyage en fonction des heures d'ouverture;
- (4) Garder le chantier sécuritaire et exempt de débris et d'encombrement;
- (5) Utiliser correctement tous les équipements de protection individuelle;
- (6) Nivelier le chantier et le nettoyer en enlevant tous les matériaux à la fin des travaux.

2. Équipement de concassage du béton/de l'asphalte

2.1 L'équipement fourni par l'offrant doit répondre à chacune des exigences suivantes :

- (1) Être portatif (monté sur roues) avec l'alimentation électrique nécessaire;
- (2) Être muni d'un grappin ou l'offrant doit indiquer et fournir d'autres moyens de chargement du matériel dans l'installation de concassage;
- (3) Être muni de balances certifiées par le gouvernement, conformément à la norme de l'OPSS (Ontario Provincial Standard Specification) 102; les balances des convoyeurs doivent être testées deux fois par semaine conformément à l'OPSS;
- (4) Les appareils de concassage doivent être conformes aux normes de sécurité du ministère du Travail et posséder un certificat d'approbation valide du ministère de l'Environnement (ME);
- (5) Être muni d'un dispositif magnétique pour enlever les produits métalliques étrangers, comme les barres d'armature;
- (6) Utiliser des brumisateurs et/ou d'autres dispositifs de dépoussiérage pendant l'opération de concassage afin d'empêcher les particules de poussière de migrer et d'être en suspension dans l'air.

2.2 Panne d'équipement

Si l'équipement tombe en panne pendant la durée des travaux, l'offrant doit être responsable de ce qui suit :

- a) Aviser le chargé de projet de tout retard qu'il pourrait occasionner;

Fournir une solution de secours, pour approbation par le chargé de projet, dans les trois (3) jours ouvrables et sans frais supplémentaires pour le Canada.

3. Matériel

La granulométrie du produit final de béton et d'asphalte traités sera conforme à la norme 1010 « Spécification de matériel visant les agrégats A, B, M et certains matériaux du sol de fondation », tableau 2, granulats « A » de l'OPSS.

L'entrepreneur doit accumuler le matériau concassé en une forme conique allongée. Tout doit être mis en œuvre dans les méthodes d'accumulation pour minimiser la ségrégation dans le produit fini. Le pourcentage maximal admissible de particules enrobées de bitume dans le granulats fini >A+ est de 30 %. L'entrepreneur doit utiliser autant d'asphalte que possible sans dépasser la limite de l'OPSS pour le produit enrobé de bitume.

Les opérations seront interrompues si la vitesse et la direction du vent créent des risques environnementaux.

4. Lieu de travail

Les travaux seront effectués au lieu d'enfouissement de la BFC Borden, situé au 6896, chemin Ortona, Borden, à environ 23 km à l'ouest de Barrie. La BFC Borden est située sur la route de comté 90, à 23 km à l'ouest de Barrie, en Ontario.

5. Accéder au chantier

Dès l'attribution d'une offre à commandes, l'offrant doit fournir les noms de tout le personnel autorisé à effectuer les travaux.

À l'arrivée à la BFC Borden pour effectuer les travaux, l'offrant ou son personnel doit signaler sa présence au CP. L'offrant ou son personnel consent volontairement à ce que le Commandant de la base ou toute autre personne désignée effectue une fouille de son véhicule et de son contenu tant qu'il se trouvera sur la Base ou dans n'importe quel établissement militaire connexe.

6. Conditions de travail

Avant le début des travaux, l'offrant doit organiser une visite du chantier et convenir d'une date de début avec le chargé de projet, BFC Borden, par téléphone au 705-424-1200, poste 2906.

Tous les travaux doivent être effectués de 7 h 30 à 15 h 45. Du lundi au vendredi. Si, pour une raison valable, d'autres heures de travail sont nécessaires, des dispositions doivent être prises avec le CP, deux jours ouvrables avant le début des travaux.

Confiner le déroulement des opérations, l'entreposage des matériaux et les activités des travailleurs dans les limites indiquées par le CP et éviter d'encombrer le chantier de manière déraisonnable. Les matériaux et les conteneurs à déchets doivent être situés au moins à 5 m de tout bâtiment.

7. Normes de sécurité

L'offrant doit se conformer aux normes de sécurité applicables à son entreprise, comme l'exigent les lois/règles de la province de l'Ontario et la Loi sur la santé et la sécurité au travail.

8. Normes environnementales

L'offrant doit avoir et maintenir une copie valide et à jour d'a) et de b) pendant toute la durée de l'offre à commandes.

- (a) Ministère mobile de la conservation de l'environnement Certificat Parcs (MECP)
- (b) Autorisation de conformité environnementale (ECA)

9. L'offrant doit conserver une copie valide et actuelle de chacune des qualifications reconnues par le gouvernement pour les premiers secours détenus par l'entreprise pendant toute la durée de l'offre à commandes. L'offrant doit posséder chacune des certifications suivantes :

- (c) Ministère des Transports, certificats d'opérateur, ou l'équivalent.
- (d) Premiers soins, et Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), ou l'équivalent.

*L'équivalent est défini comme le fait d'être titulaire du certificat de plombier 306A de l'Ontario
OU d'un certificat national « Sceau rouge ».

10. Dommages aux installations existantes

L'offrant doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger toute structure et toutes les propriétés et installations environnantes et éviter qu'elles ne soient endommagées. Les dommages causés par l'offrant doivent être réparés par celui-ci sans délai excessif et sans frais supplémentaires pour le Canada.

11. Structures temporaires

Il incombe à l'offrant de fournir et d'entretenir tout le matériel provisoire, dont les escaliers, rampes, échelles, échafaudages, monte-charges, etc., nécessaires à la bonne exécution des travaux. À la fin des travaux, les structures temporaires installées par l'entrepreneur demeurent la propriété de l'offrant et il doit les démonter du chantier. Les appareils élévateurs du MDN de la BFC Borden ne seront pas mis à la disposition de l'offrant.

12. Récupération

L'offrant ne doit pas retirer du matériel et de l'équipement récupérables du chantier sans la permission du CP.

13. Entreposage du carburant

L'offrant doit respecter les lignes directrices et règlements canadiens concernant l'environnement pour entreposer du carburant.

14. Nettoyage

La zone utilisée pour l'opération de concassage et toutes les autres zones perturbées doivent être nivelées et dotées d'un drainage positif. Après avoir enlevé ses équipements, l'offrant doit s'assurer que le chantier est laissé dans un état propre et rangé.

15. Période d'attente

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6854-220258/A

N° de la modif - Amd. No.

N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier

W6854-220258

TOR-1-44113

Id de l'acheteur - Buyer ID

tor015

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

L'offrant sera le seul et unique responsable du coût de tout temps de disponibilité découlant d'un retard des travaux de quelque nature que ce soit, y compris, mais sans s'y limiter, les retards dus à la météo ou à une panne d'équipement.

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6854-220258/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6854-220258

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

TOR-1-44113

Id de l'acheteur - Buyer ID

tor015

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Appendix A-1 to ANNEX A

Site Pictures



N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6854-220258/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6854-220258

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

TOR-1-44113

Id de l'acheteur - Buyer ID

tor015

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



N° de l'invitation - Solicitation No.

W6854-220258/A

N° de la modif - Amd. No.

Id de l'acheteur - Buyer ID

tor015

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6854-220258

File No. - N° du dossier

TOR-1-44113

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS



ANNEXE « B »**BASE DE PAIEMENT**

Les prix de fourniture et de livraison des articles conformément à l'annexe A doivent être fermes, en dollars canadiens. Fonds, avec droits de douane, taxe d'accise et frais de livraison inclus. La taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

Remarque à l'intention des offrants : le texte en italique sera retiré de l'offre à commandes subséquente.

Les usages prévus indiqués aux présentes sont dans le seul but de fournir un outil d'évaluation et reposent seulement sur la meilleure estimation et ne reflètent aucunement les usages réels attendus ou n'importe quel engagement de la part de l'État. Les quantités indiquées ci-après correspondent à l'usage prévu pour une année et ne sont qu'une estimation de l'exigence faite de bonne foi. L'offre à commandes se limitera aux biens réellement commandés.

Tous les articles fournis doivent être conformes aux stipulations de l'annexe A.

TABLEAU 1

		A	B	C
N° d'article	Description	Utilisation estimée en tonnes métriques	Prix unitaire ferme	Prix estimé élargi $C = (A \times B)$
1.0 Année ferme 1 : Année 1 de l'offre à commandes : Du 1 ^{er} avril 2022 au 31 mars 2023				
1.1	Béton	4 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
1.2	Asphalte	8 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
Total du prix calculé estimé de la catégorie 1 (somme des prix estimés calculés à la colonne C) : _____ \$				

TABLEAU 2

		A	B	C
N° d'article	Description	Utilisation estimée en tonnes métriques	Prix unitaire ferme	Prix estimé élargi $C = (A \times B)$
2.0 Année ferme 2 : Offre à commandes 1 : Du 1 ^{er} avril 2023 au 31 mars 2024				
2.1	Béton	4 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
2.2	Asphalte	8 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
Total du prix calculé estimé de la catégorie 1 (somme des prix estimés calculés à la colonne C) : _____ \$				

TABLEAU 3

		A	B	C
N° d'article	Description	Utilisation estimée en tonnes métriques	Prix unitaire ferme	Prix estimé élargi $C = (A \times B)$
3.0 Année ferme 3 : Année 3 de l'offre à commandes : Du 1 ^{er} avril 2024 au 31 mars 2025				
3.1	Béton	4 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
3.2	Asphalte	8 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
Total du prix calculé estimé de la catégorie 1 (somme des prix estimés calculés à la colonne C) : _____ \$				

TABLEAU 4

		A	B	C
N° d'article	Description	Utilisation estimée en tonnes métriques	Prix unitaire ferme	Prix estimé élargi $C = (A \times B)$
4.0 Année d'option 1 : Année 4 de l'offre à commandes : Du 1 ^{er} avril 2025 au 31 mars 2026				
4.1	Béton	4 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
4.2	Asphalte	8 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
Total du prix calculé estimé de la catégorie 1 (somme des prix estimés calculés à la colonne C) : _____ \$				

TABLEAU 5

		A	B	C
N° d'article	Description	Utilisation estimée en tonnes métriques	Prix unitaire ferme	Prix estimé élargi $C = (A \times B)$
5.0 Année d'option 2 : Année 5 de l'offre à commandes : Du 1 ^{er} avril 2026 au 31 mars 2027				
5.1	Béton	4 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
5.2	Asphalte	8 000 tonnes métriques	_____ \$ par tonne métrique	_____ \$
Total du prix calculé estimé de la catégorie 1 (somme des prix estimés calculés à la colonne C) : _____ \$				

**PRIX TOTAL DE L'ÉVALUATION – SOMME DES PRIX TOTAUX ESTIMÉS POUR LE
TABLEAU 1 + LE TABLEAU 2 + LE TABLEAU 3 + LE TABLEAU 4 + LE TABLEAU 5 :**

_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6854-220258/A

N° de la modif - Amd. No.

N° de réf. du client - Client Ref. No.

W6854-220258

File No. - N° du dossier

TOR-1-44113

Id de l'acheteur - Buyer ID

tor015

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES A LA SÉCURITÉ

Voir ci-joint



N° de l'invitation - Sollicitation No.

W6854-220258/A

N° de la modif - Amd. No.

N° de réf. du client - Client Ref. No. File No. - N° du dossier
W6854-220258 TOR-1-44113

Id de l'acheteur - Buyer ID

tor015

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

ANNEXE F**ATTESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES**

Conseil d'administration

Conformément à la section 1, Dispositions relatives à l'intégrité – Soumissionnaire, les soumissionnaires sont tenus de fournir une liste des membres de leur conseil d'administration avant l'attribution du contrat. Les soumissionnaires sont tenus de fournir ces renseignements dans le cadre de leur soumission.

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Nom du directeur - _____

Numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA)

Conformément à la section 2, Numéro d'entreprise – approvisionnement des Instructions uniformisées, les soumissionnaires doivent avoir un NEA avant l'attribution de l'offre à commandes.

Numéro d'entreprise – approvisionnement – _____

Les fournisseurs peuvent demander un NEA en ligne à Données d'inscription des fournisseurs. S'ils souhaitent s'inscrire sans passer par Internet, les fournisseurs peuvent utiliser la LigneInfo, au 1-800-811-1148, pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.